

Avant-propos

Ulrike Grabski-Kieron et Ute Cornec

Les discours des années quatre-vingt-dix relatifs à la durabilité ont fait émerger de nouveaux questionnements quant à l'acceptabilité du développement territorial. Certes, la question de l'acceptabilité *environnementale* a été la première à figurer au cœur des procédures d'aménagement ; mais, par la suite, la question de l'acceptation *sociale* des projets a gagné toujours plus en importance. Depuis lors, la compréhension du terme a évolué : si l'acceptation sociale reste une notion liée au contexte du développement durable, les sciences sociales – dont les sciences du territoire – ont élargi significativement son domaine de validité. On envisage désormais l'« acceptation sociale » comme une composante intrinsèque de tous les processus de gestion et de développement du territoire par les acteurs de l'aménagement. Cette définition plus élargie a ouvert la voie au sens actuel du terme, dans lequel l'acceptation sociale est devenue l'une des dimensions – et un moteur implicite – de la recherche transdisciplinaire sur la gouvernance.

L'acceptation sociale, une composante nécessaire de l'aménagement à l'échelon européen

Le thème de l'acceptation sociale se retrouve ainsi aujourd'hui incorporé dans différentes approches théoriques disciplinaires ; il est étudié dans beaucoup de contextes de développement aux échelles régionales, locales mais aussi mondiales. En ce qui concerne la géographie et les sciences qui lui sont connexes, c'est-à-dire celles qui sont liées à l'analyse de l'espace et aux démarches de planification territoriale, l'acceptation sociale est un élément important du développement territorial, mais qui est envisagé en tant que *processus*, et non pas seulement comme un résultat à atteindre – résultat qui serait automatiquement validé dès lors que l'on suit la logique du développement durable. Pour ces

disciplines, il est ainsi essentiel de décaler quelque peu la vision du problème et de mobiliser l'enjeu de l'acceptation tout au long des démarches territoriales.

À l'échelon européen, les principes du développement territorial imposent désormais des exigences nouvelles en matière de cohésion et de durabilité. Ces principes portent en creux l'impératif de l'acceptabilité sociale. En Allemagne et en France, comme dans les autres États membres de l'Union, cette orientation politique se traduit toujours plus dans les différentes cultures nationales de l'aménagement, en dépit même des traditions et des systèmes de valeur propres à chaque société nationale. C'est dans ce cadre national que se fait la transposition des principes européens du développement régional, de l'Agenda territorial européen¹, des politiques de soutien au renouvellement urbain ou des fonds structurels en général, et c'est de ce cadre que proviennent les structures institutionnelles de l'aménagement et du développement des territoires. L'acceptation sociale est ainsi, aujourd'hui, devenue *de facto* une dimension influente dans tous les contextes d'aménagement en Europe ; elle oriente nécessairement la mise en œuvre des processus², même si elle présente des signes distinctifs variables selon les cas. Cela vaut tant pour la France que pour l'Allemagne.

La question de l'acceptation sociale est donc devenue un objet de recherche pour la géographie, laquelle étudie dans le cadre de ses traditions scientifiques nationales la variété du phénomène en fonction des différents contextes locaux. Les travaux géographiques sur la question portent sur l'analyse de l'organisation de la gestion territoriale dans les villes ou dans les espaces ruraux – donc sur l'acceptation sociale des choix d'aménagement ; la compréhension des réseaux d'acteurs qui s'y consacrent, leur capacité à se saisir des problèmes et à les régler – donc sur l'acceptation des constellations d'acteurs, leur légitimation dans leur rôle spatial ; et l'efficience spatiale en termes de durabilité du développement territorial ainsi mené – donc sur l'évaluation des résultats et les conflits d'usage qui peuvent en résulter. Les géographies française et allemande vont emprunter des voies différentes de recherche et s'appuyer sur des références théoriques ou des applications pratiques souvent distinctes. Elles considèrent cependant

-
- 1 L'Agenda territorial européen est un document adopté lors des conseils des ministres de l'Union européenne en charge de l'aménagement, et qui complète les stratégies des Conseils européens par un volet territorial. Voir notamment : Union européenne, 2011, *Agenda territorial de l'Union européenne 2020. Vers une Europe inclusive, intelligente et durable*, Gödöllő [<http://www.eu2011.hu/files/bveu/documents/TA2020.pdf>] (consulté le 3 juin 2014).
 - 2 Plusieurs textes européens et internationaux traduisent l'impératif de l'acceptation sociale en prônant la transparence des démarches, la consultation par enquête publique et la participation citoyenne, telle la convention d'Aarhus, signée en 1998, en matière de politique environnementale, ou plusieurs directives européennes (n° 85/337/CEE ; 96/61/CE ; 2001/42/CE ; 2011/92/UE) imposant à tous les États-membres des études d'impact avec consultation puis participation du public pour les projets d'aménagement. Sans être directement invoqués dans la pratique, ces textes ont contribué à façonner les démarches d'aménagement actuelles et le souci partagé d'une plus grande association de la société civile dans les projets.

toutes deux différentes échelles d'espace et se consacrent tant aux transformations intra-urbaines qu'aux relations ville-campagne, tant à la métropolisation qu'aux processus évolutifs des espaces ruraux. En cela, la contribution de la géographie et de ses disciplines voisines est importante pour comprendre le phénomène de l'« acceptation sociale » dans le projet d'aménagement ; elle offre, qui plus est, une ouverture vers la recherche appliquée et l'expertise territoriale auprès des acteurs politiques, afin que la décision publique puisse mieux prendre en compte et atténuer les éventuels déficits d'acceptation observés face aux projets de développement du territoire.

La valeur de l'échange scientifique interculturel

Le présent ouvrage reprend certaines contributions du deuxième séminaire doctoral franco-allemand de géographie, qui s'est tenu en 2012 à Lyon. Il reflète précisément, sous la plume de chercheuses et de chercheurs avancés, la variété du spectre thématique, méthodologique et conceptuel existant dans le champ de recherche relatif au développement territorial et à son acceptation sociale, en France comme en Allemagne. Les contributions ont été enrichies par les apports de l'échange transnational, par la comparaison intra- et interdisciplinaire des discours spécialisés en géographie et dans certaines de ses sciences connexes (sciences politiques, sociologie, histoire de l'art, anthropologie).

Le séminaire doctoral de Lyon a constitué le deuxième forum du genre pour l'échange entre doctorants issus de France et d'Allemagne, après une première édition tenue sur l'initiative des éditeurs en 2010 à l'institut de géographie de l'université de Münster. Les retours très positifs des participants, tout comme la volonté des établissements supérieurs impliqués de tendre vers plus d'internationalisation, ont donc incité à pérenniser le dispositif entamé.

L'internationalisation peut s'entendre à différents niveaux. À côté des coopérations scientifiques internationales de recherche, des doubles cursus et des échanges étudiants, de plus « petits » projets thématiques, tels ce séminaire franco-allemand, prennent toute leur valeur. La particularité de la manifestation a résidé dans le choix d'une double langue de travail, afin de permettre un échange interculturel direct, sans médiation linguistique. Les participants ont pu s'exprimer dans leur langue maternelle, une traduction scientifique simultanée ayant aidé à dépasser les éventuelles difficultés de compréhension mutuelle. Aussi les débats n'ont-ils pas eu à souffrir d'une traduction imprécise vers une tierce langue, en particulier l'anglais, ce qui aurait dilué la valeur des notions et introduit un biais supplémentaire.

La rencontre de deux cultures scientifiques dans un même colloque a constitué un motif important d'échange et d'intérêt mutuel. Sans nul doute, la

rencontre souvent inopinée de deux styles de recherche, d'enseignement et de démarches scientifiques n'est guère aisée. Cela signifie qu'il faut pouvoir dépasser les différences interculturelles franco-allemandes en ce qu'elles peuvent constituer des sources potentielles de malentendus dans la compréhension mutuelle. L'exigence consiste alors à mettre en commun « le meilleur des deux mondes ». En raison de son actualité dans le champ de la recherche à l'échelle internationale, le thème de « l'acceptation sociale » dans les politiques de développement territorial a véritablement favorisé cette convergence dans les échanges lyonnais.

Le projet franco-allemand exposé dans le présent ouvrage vise donc à mettre à disposition du paysage international de la recherche les acquis de cette expérience bilatérale et à servir, autant que possible, de modèle expérimental. Un tel séminaire doctoral permet, en outre, de découvrir les systèmes de pensée de la science du voisin et de se confronter à un environnement de recherche inconnu ; il peut ouvrir, dans le meilleur des cas, à des possibilités de coopération et de constitution de réseaux. L'expérience interculturelle des trois éditeurs, appuyée sur une coopération ancienne constituée au croisement des deux langues et des cultures universitaires françaises et allemandes, a aussi compté pour faire aboutir le projet de séminaire et de publication.

Certes, les résultats ici exposés ne présentent pas tous le même degré de maturation, ni la même capacité à généraliser les problématiques étudiées dans le cadre de chaque recherche doctorale. Ils permettent à tout le moins une confrontation entre méthodes d'analyse, en géographie ou d'autres disciplines, selon le pays. Reste la question du transfert d'expérience et de la capacité d'adaptation de ces procédés dans l'actualité de la recherche du voisin. En la matière, la confrontation est peut-être surtout l'occasion d'un développement méthodologique original, spécifique, inspiré des deux bords et guidé par l'enjeu pratique de la recherche de solutions dans un environnement de recherche inédit, plutôt que la quête d'un simple transfert à l'identique qui ne serait pas adapté aux contextes réels du développement des territoires. Cette publication vise donc à contribuer à cette ouverture d'esprit afin de surmonter les frontières mentales qui pourraient encore cloisonner les têtes et les manières de faire d'un côté ou de l'autre du Rhin.

Remerciements

Les éditeurs tiennent en ce lieu à remercier vivement les institutions ayant permis à la fois la tenue du séminaire doctoral de Lyon de mars 2012 et la présente publication qui en est issue.

Ils expriment tout particulièrement leur gratitude à l'Université franco-allemande (*Deutsch-französische Hochschule*), institution unique pour le renforcement de la coopération franco-allemande dans les domaines de la formation supérieure et de la recherche, qui a porté l'essentiel du projet dans le cadre de son programme d'« ateliers de recherche ». Le réseau du CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherche sur l'Allemagne) a constitué un vecteur complémentaire efficace pour mobiliser les doctorants, qu'il en soit remercié.

Le laboratoire de recherche Environnement, ville, société (UMR 5600 du CNRS) a également permis la tenue effective de la manifestation, non seulement par son soutien financier, mais aussi par le travail efficace de ses gestionnaires, Sandy Artero et Patrick Gilbert, en relation avec la délégation régionale du CNRS Rhône-Alpes-Auvergne. Émeline Comby, doctorante auprès de l'UMR 5600, a œuvré grandement pour l'organisation pratique des journées; enfin, Nicolas Escach, également doctorant à l'UMR 5600, a su proposer une excursion de terrain passionnante qui a permis d'aller à la rencontre des associations et élus locaux autour de la centrale nucléaire du Bugey, afin de mesurer en pratique l'acceptation sociale, les formes de légitimation ou de refus d'une telle infrastructure. Que tous ces collègues soient ici salués pour leur investissement sans faille.

Pour la partie allemande, les membres du groupe de travail « Aménagement du territoire » (ORL) de l'Institut de géographie de l'université Westfälische Wilhelms-Universität de Münster doivent être remerciés pour la préparation scientifique et le suivi de la manifestation lyonnaise. Claudia Schroer, cartographe de l'Institut, a pu assurer la prise en charge de plusieurs cartes de l'ouvrage. Les traductions et notes de traduction des textes allemands ont été assurées par Ute Cornec (chapitre VII), Samuel Depraz (avant-propos, chapitres II, III, IV et VIII, introduction des parties I et III) et Georg Fiedler, pour son propre texte (chapitre VI).

La préparation du manuscrit a également bénéficié d'une bourse d'aide à la mobilité scientifique du DAAD (*Deutscher Akademischer Austauschdienst*).

Il convient enfin de souligner le travail d'accompagnement et d'expertise du comité scientifique, depuis la modération des discussions jusqu'à l'évaluation des textes soumis à la présente contribution, et qui a permis de garantir la portée scientifique du projet : Pierre Ageron (université de Strasbourg), Nicolas Escach (université de Versailles-Saint-Quentin), Guillaume Lacquement (université de Perpignan), Michel Mietton (université Lyon 3), Emmanuel Perrin (CEREMA Lyon), Christophe Quéva (université Paris 1), Hélène Roth-Sallard (université de Clermont-Ferrand), Pauline Texier-Teixeira (université Lyon 3), ainsi que les deux évaluateurs anonymes proposés par les éditions de l'École normale supérieure de Lyon. Nous leur en sommes extrêmement reconnaissants.